



Elections Législatives

DU 5 MARS 1967

Electrices, Electeurs,

Député de la Creuse depuis 1958, je me suis constamment efforcé de vous représenter avec honneur et efficacité.

Président délégué du Groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, j'ai suivi avec assiduité les travaux du Parlement et pris part aux plus importants débats. De l'audience ainsi acquise, notre département a bénéficié en maintes circonstances et pourra bénéficier plus encore si, comme il y a tout lieu de l'espérer, une nouvelle majorité républicaine remplace, au soir du 12 mars, l'actuelle majorité gaulliste.

Mes obligations nationales ne m'ont pas fait négliger pour autant les contacts locaux. J'ai visité chaque année régulièrement la quasi totalité des communes de ma circonscription (il y en a 131) pour y faire, en compagnie du maire et des conseillers municipaux disponibles, le point des projets en cours afin de les appuyer auprès des services compétents. J'ai également tenu, aussi souvent que je l'ai pu, des permanences dans les villes les plus importantes, m'efforçant de vous aider dans vos difficultés et de soulager les misères. J'ai aussi reçu à l'Assemblée Nationale un nombre incalculable de lettres venant de toutes les communes du département. Toutes ont retenu mon attention. Toutes ont fait l'objet de démarches de ma part et, le plus souvent, il a été possible de donner satisfaction aux intéressés.

Dans les aspects multiples et divers de l'exercice de mon mandat, j'ai conscience d'avoir fait le maximum pour le soutien de l'idéal républicain et socialiste qui m'anime, ainsi que pour la défense de la Creuse et des Creusois.

Mais la solution de nos problèmes locaux les plus graves — exode, insuffisance du pouvoir d'achat des agriculteurs et des salariés, de l'artisanat et du petit commerce, pauvreté de nos communes — ne relève malheureusement pas de l'action individuelle de tel ou tel, aussi dévoué soit-il, mais de la politique générale du gouvernement.

Or, depuis neuf ans, la même majorité gouverne. Et si, depuis 1958, le revenu national a augmenté en France, moins d'ailleurs que chez certains

de nos voisins (+ 42 % chez nous contre + 48 % en Italie et + 47 % en Allemagne) nous venons en tête pour la hausse des prix (+ 32 % contre + 18 % en Allemagne et + 21 % en Grande-Bretagne) et l'injustice dans la répartition de notre revenu national s'est très sensiblement accrue. En voici des exemples :

FISCALITE

Le volume des impôts d'Etat a plus que doublé, mais les revenus du capital et les bénéfices des sociétés ont été largement détaxés tandis que les gains des catégories sociales modestes (salariés, retraités, commerçants et artisans, etc...) ont été très lourdement frappés. Ainsi l'impôt général sur le revenu, qui frappe surtout les petites bourses, a triplé.

REVENU AGRICOLE

Loin de se rapprocher de la parité si souvent promise, il s'en est éloigné (il n'a augmenté que de 26 % depuis 1958, alors que dans le même temps, le revenu national augmentait de 42 %).

SALAIRES

Malgré la promesse si souvent renouvelée, mais toujours remise, de « grande année sociale », il n'a pas été remédié de manière sérieuse au scandale des abattements de zone. D'autre part, la France est le seul pays européen à n'avoir pas su, pendant ces dix dernières années, diminuer le temps de travail ou abaisser l'âge de la retraite.

EMPLOI

Le nombre des chômeurs s'accroît. Il dépasse actuellement 300.000. Et le V^e Plan en prévoit 500.000 en 1970.

DECENTRALISATION INDUSTRIELLE

C'est un échec ; la croissance démentielle de Paris continue et dans toutes les provinces, même dans celles qui votent « bien » (Bretagne, Lorraine) c'est un concert de lamentations.

LOGEMENTS

Dans les agglomérations urbaines, des appartements neufs, luxueux et chers, ne trouvent pas preneur, tandis que, par suite de l'insuffisance de H.L.M. le nombre des mal logés s'accroît.

ENSEIGNEMENT

La laïcité est bafouée ; les crédits affectés à l'Education nationale sont encore insuffisants, compte tenu de l'ampleur des besoins ; enfin, les réformes projetées, loin de réaliser, entre nos enfants, une véritable égalité des chances, risquent d'aggraver les discriminations en fonction de l'origine sociale.

LES VIEUX

La misère de beaucoup de personnes âgées, qui perçoivent des retraites insuffisantes, est la honte du régime.

LA PROMOTION DE LA FEMME

A la campagne, l'insuffisance du confort et l'aide que les femmes doivent apporter aux travaux de la ferme mettent celles-ci dans une situation peu enviable. Dans les autres professions, les salaires féminins sont inférieurs aux salaires masculins, contrairement au principe d'égalité proclamé en 1946. Et les jeunes filles qui quittent nos établissements scolaires ne trouvent pas d'emploi sur place.

Le progrès économique lui-même est compromis : l'équilibre de nos échanges extérieurs se détériore ; la bourse, ce baromètre du capitalisme, est en baisse constante, tandis que l'or, valeur refuge, monte.

Le déficit budgétaire qui, contrairement aux affirmations d'une propagande mensongère, n'a jamais été réellement supprimé, s'accroît d'année en année, tandis que nos communes, sur lesquelles va peser 60 % en volume des équipements du Ve Plan, voient le taux des subventions diminuer et la charge des annuités d'emprunt s'accroître, quand elles arrivent à trouver prêteur.

LA STABILITE

La propagande des candidats U.N.R. est fondée sur la stabilité. Or, les faits sont aveuglants qui prouvent que nous nous trouvons en pleine instabilité dans la plupart des domaines.

Demandez aux ménagères creusoises si elles croient à la stabilité des prix ?

Demandez aux contribuables s'ils croient à la stabilité des impôts ?

Demandez aux travailleurs creusois s'ils croient à la stabilité de l'emploi ?

Et la différence de niveau de vie ne fait que s'accroître entre de nombreuses régions comme la nôtre et la région parisienne.

Remplaçant éventuel ;

Fernand GORY

Chirurgien-Dentiste

Maire, Conseiller général



LES PRESSES DU MASSIF CENTRAL, GUÉRET

Toute politique suppose un choix : on ne peut tout à la fois :

— Réaliser le Ve Plan et poursuivre à leur rythme actuel les dépenses improductives (force de frappe notamment).

— Revitaliser la province et « accompagner » la croissance de Paris.

— Prétendre faire du social en même temps qu'on favorise les monopoles capitalistes et qu'on a toutes les indulgences pour les trafiquants et les spéculateurs.

Ces choix fondamentaux, que l'actuelle majorité n'a pas su faire ou a fait à rebours, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste vous les propose.

En regroupant le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti Radical Socialiste, la Convention des Institutions Républicaines et les clubs, elle a donné l'exemple de l'union et de la simplification politique. Forte des accords passés nationalement avec le Parti Communiste et le P.S.U. elle sera demain l'axe d'une majorité nouvelle, résolue à traduire en acte les aspirations des classes laborieuses de notre pays.

Le succès de cette majorité dépend de vous, de votre volonté de secouer le joug que, peu à peu, une coterie de privilégiés des affaires et de la fortune appesantit sur notre peuple, de votre désir d'assurer l'union des Forces de gauche et de progrès sur des bases réalistes.

Une propagande insensée, qui a monopolisé à son profit exclusif la radio et la télévision nationales — dont tous les usagers, sans distinction d'opinion, supportent les frais — qui, à coup de milliards (d'où viennent-ils ?) prétend, par les méthodes de la publicité commerciale, « placer » ses candidats comme on vend une marchandise, s'efforce d'asservir l'opinion pour garder à l'équipe en place les avantages du pouvoir. Et quelques ralliés de fraîche date, pour satisfaire leurs intérêts personnels, font chorus !

En appuyant unanimement le programme de la Fédération et ses candidats, vous sauvegarderez votre libre arbitre de citoyen et vous remettrez la République au service de tous, l'expansion au service de la justice, la France au service de la paix.

Si vous me renouvez votre confiance, je serai, demain comme hier, au service de tous.

VIVE LA CREUSE !

VIVE LA REPUBLIQUE !

André CHANDERNAGOR

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat

Député sortant

Conseiller général de Bourgneuf — Maire de Mortroux

CANDIDAT D'UNION SOCIALISTE

présenté par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste